

EXPOSE SOMMAIRE

L'activité de l'année 2009 a été affectée par la crise. La récession a été plus forte que prévue malgré les plans de relance avec un recul de 13% pour le PIB mondial. L'impact de la crise sur la croissance a été moindre en France, -2.2% comparée également à -4% pour la zone euro. La violence de cette crise a d'abord tenu aux effets amplificateurs de la mondialisation à travers la forte contraction du commerce mondial. Sa brutalité s'est également nourrie du risque d'effondrement du système financier.

Les autorités politiques et monétaires ont pris, partout dans le monde, la mesure du vaste mouvement de défiance généralisée et de la quasi paralysie du système financier. Les politiques économiques ont été expansionnistes pour soutenir l'activité et le système bancaire, au prix du creusement très rapide des déficits publics et d'un gonflement impressionnant du bilan des banques centrales. En France, le déficit public a dépassé 8,1% du PIB en 2009 et la dette publique 78,2% du PIB (68,1% en 2008).

Les banques centrales ont aussi complètement bouleversé leur mode d'intervention. Le principal taux directeur de la réserve fédérale a été maintenu entre 0 et 0,25% et celui de la BCE à 1% depuis le 13 mai. Elles ont également mené des opérations de prêteurs en dernier ressort à l'économie.

Avec la fin du processus de déstockage mené par les entreprises, cet activisme budgétaire et monétaire a permis un sursaut de l'économie mondiale dont les premiers signes sont apparus dès le printemps 2009. Il s'est généralisé avec la sortie de récession des Etats-Unis et de la zone euro au cours de l'été.

Dans ce contexte, la production de crédit de la Banque Populaire Lorraine Champagne a reculé de 23% et globalement les ventes de produits et services ont ralenti, ce qui s'est traduit également par une baisse des commissions.

La baisse des taux a engendré une diminution du rendement du stock de crédits de près de 0,50%. La guerre des ressources s'est amplifiée, les comptes à terme ont renchéri le coût de la collecte. Ils répondent au besoin de rendement sécurisé des épargnants et ont contribué à une progression de l'encours monétaire.

Devant l'incertitude de cette conjoncture, l'épargne de précaution (livrets, plans) a progressé de 2,4% dont 13% sur les livrets.

La bonne orientation des indices boursiers (CAC : +22% en 2009) a contribué à une amélioration de l'activité financière de 11% en moyenne.

En matière de risques, une nette aggravation des défaillances d'entreprise en France est à constater, en croissance de 11% (+49% sur le segment des entreprises de 3 à 200 personnes). La récession qui dure depuis fin 2008 a fragilisé beaucoup d'entreprises dans de nombreux secteurs (assurances, immobilier, transport, restauration/hébergement, industrie...). Les dossiers transférés en contentieux ont progressé de 8% en nombre et de 40% en montant.

Le 25 février 2010, ont été officiellement annoncés les résultats 2009 de BPCE et de Natixis.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 537 M€ ce qui marque un retour à la rentabilité d'autant que ces résultats sont supérieurs à ce qu'attendait le marché.

Les deux métiers stratégiques (Banque commerciale et Assurance; Banque de Financement et d'Investissement, Epargne et Services Financiers Spécialisés) sont bénéficiaires sur l'année avec un PNB en progression de 9% par rapport à 2008 et un résultat net part du Groupe de 2 051 M€ ce qui nous place sur une bonne trajectoire. Les résultats de Natixis marquent un net redressement.

Quant au soutien à l'économie, il est supérieur à l'engagement de croissance annuelle de 3,5% des encours de crédit puisque le Groupe atteint +3,7% au 31 décembre 2009.

La solidité financière est confirmée avec des fonds propres tier one de 37,6 Md€ et un ratio tier one de 9,1%, supérieur au seuil réglementaire.

1. Bilan résumé au 31/12/2009 (en millions d'euros)

ACTIF	2008	2009	Var %	PASSIF	2008	2009	Var %
TRESORERIE	1 509	1 702	13%	TRESORERIE & TCN	4 749	4 424	-7%
CREDITS	9 023	9 006	0%	Dépôts	6 079	6 384	5%
REGULARISATIONS	239	170	-29%	Comptes de régul et obligations	289	257	-11%
TITRES	539	543	1%	Capital et réserves	1 143	1 277	12%
Immobilisations nettes	994	965	-3%	Résultat de l'exercice	44	44	0%
TOTAL	12 304	12 386	1%	TOTAL	12 304	12 386	1%

Le total du bilan social de l'année 2009 est quasi stable par rapport à l'année précédente à 12 386 millions d'euros.

L'impasse entre les crédits (9 006 M€ soit 72% de la structure du bilan) et les ressources (6 441 M€) est toujours importante. Notre coefficient d'emploi atteint désormais 172% à fin décembre 2009 et nous contraint toujours à aller chercher plus de ressources sur le marché.

Les emprunts de trésorerie et les émissions de titres de créances négociables permettant de combler cette impasse s'élèvent à 4 424 M€ en baisse de 6,9%.

Au passif, le capital social atteint désormais 266 M€ (dont 53,2 M€ de Certificats Coopératifs d'Investissement) en progression de 49%. Les fonds propres à 1 228 M€ sont en progression de 122 M€ constitués d'une part par le capital social à hauteur de 266 M€ et par les réserves pour 962 M€. Cette progression permet de conforter notre ratio de solvabilité à 13,97% et d'assurer encore davantage notre solidité financière.

Les titres de participation à l'actif sont essentiellement constitués de titres BPCE issus de la conversion de titres de l'ex-Banque Fédérale des Banques Populaires pour 447 M€ suite à la constitution en juillet dernier de BPCE. La deuxième participation à noter est celle de Foncière des Régions pour 24 M€ et de Foncière Développement Logements pour 15 M€.

Les immobilisations nettes sont en baisse de 2,9%. Il s'agit essentiellement de l'encours de crédit bail pour 911 M€ sur 965 M€.

2. Compte de résultat (principaux soldes intermédiaires en millions d'euros)

	2007	2008	2009	%
PNB	310.5	316	309.3	-2,1%
FRAIS GENERAUX	192.4	194.2	189.9	-2,2%
RBE	118	121.8	119.4	-2%
RESULTAT NET	45.6	44.4	43.5	-2%

Le PNB recule de 2,1% sous l'effet conjoint de la marge d'intérêt (-0,9%) et des commissions (-3,9%). Le RBE résiste à -2% compte tenu des efforts importants réalisés sur les frais généraux hors frais de personnel (-6,3%). Toutes les directions de la Banque se sont mobilisées autour d'un grand chantier de maîtrise budgétaire pour arriver à ce résultat.

Le coût du risque progresse de 32,6% compte tenu de la conjoncture délicate mais reste maîtrisé. Le poids des douteux et contentieux sur le total des crédits s'établit à 6,30%. Les risques ont été contenus dans une conjoncture particulièrement difficile : l'objectif annuel fixé à moins de 7,30 a été respecté.

Les gains et pertes sur actifs immobilisés correspondent aux 12 M€ de dépréciation sur actifs BPCE mentionnés plus haut.

Le résultat net atteint 43,5 M€ en léger recul par rapport à l'exercice précédent.

Le coefficient d'exploitation s'établit à 61,4%, ce qui permet à la BPLC de prendre la toute première place sur les 37 banques du Groupe.

En synthèse, cet exercice peut se prévaloir de points très positifs comme la bonne maîtrise des frais généraux qui permet à la Banque d'afficher le meilleur coefficient d'exploitation de l'ensemble des banques du Groupe BPCE, la maîtrise des risques de crédit en période de crise, la croissance du capital social et l'amélioration du ratio de solvabilité désormais situé à 13,97%. Restent des points à parfaire comme la baisse de parts de marché notamment en crédits, la réduction de la marge d'intérêt et le recul des commissions.

(en milliers d'euros)	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Capital en fin d'exercice						
Capital Social	123 900	124 700	178 750	178 750	178 750	266 250
	15 487	15 587	22 344	22 344	22 344	33 281
Nombre de parts émises	000	000	000	000	000	000
Opérations et résultats de l'exercice						
Produit Net Bancaire	271 871	278 027	294 189	310 456	316 012	309 297
Résultat brut d'exploitation	116 366	118 032	112 638	118 031	121 811	119 357
Impôts sur les bénéfices	25 004	31 348	53 491	17 991	19 336	21 837
Résultat net	31 006	31 961	38 079	45 626	44 388	43 507